

Elections, sociologie et nécessités nationales (2)

Posté le : 28 avril 2012 20:43 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Economie et politique

La France doit impérativement "dégraisser le mammoth" comme le disait maladroitement le mais de façon imagée le ministre Allègre, et rétablir une balance normale entre emplois marchands et emplois financés par les prélèvements.

Les populations concernées ne le veulent pas. Les élections actuelles le montrent bien. Elles ont voté massivement pour celui qui annonce qu'il les protégera. Les votes Mélenchon et Hollande sont des votes urbains et concerne des familles dont le revenu est fourni par la collectivité. En revanche le vote des familles exposées au grand vent de la compétition mondiale, et subissant la crise, ouvriers et paysans en tête, ont voté pour les partis de droite, avec une nuance protestataire de plus en plus marquée dès lors que cette compétition internationale biaisée était plus mal ressentie.

Sans être marxiste la sociologie politique est largement dominée par les structures sociales. Mais la division n'est pas là où on met usuellement la distinction gauche droite.

Lorsque tout va à peu près bien le bloc marchand s'unit et donne la victoire à la droite. Quand tout va mal il se divise et donne paradoxalement la main à ceux qui vont protéger le secteur massif qui lui nuit par l'excès de sa masse et des prélèvements qu'il exige.

Nicolas Sarkozy a compris qu'il fallait réduire tant faire se peut la masse des secteurs non marchands. Derrière la tête de chapitre il n'y a pas eu de gros paragraphes :

- La RGPP était un gratouillis là où aurait fallu une tronçonneuse.
- Le non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux était à la fois trop simpliste et mal conçu puisqu'on restituait la moitié des gains potentiels au secteur non marchand. En fait on a donné plus au secteur non marchand que prévu comme l'a reconnu la Cour des comptes.
- On a laissé en dehors du mouvements tout le para étatique et les collectivités locales.

Le résultat est là : tout a continué. Il n'y a pas eu de redressement. Simplement un ralentissement des dérives.

D'autant que derrière l'aspect purement quantitatif des effectifs, il faut tenir compte du niveau des rémunérations. Depuis 1970 le niveau moyen des salariés du public est passé de 15% environ en dessous la moyenne des employés du secteur marchand à 15% au dessus, avec le maintien de l'essentiel des avantages acquis qui se justifiaient plus ou moins du fait de la moindre rémunération moyenne du secteur public.

Les politiques n'ont plus barre depuis l'émergence de l'"énarchie compassionnelle" sur leur secteur public qui vit sa vie, pour son compte en oubliant qui le paie et en l'asphyxiant en faisant croire que les prélèvements sont pour les petits pauvres.

Appréciation trop générale et arbitraire ? Que nenni ! Prouvons-le sur un exemple récent et en apparence minuscule. Qui sait qu'une "norme" a soudain édicté que les directrices de crèches devaient être classées dans la catégorie A des fonctionnaires. Aucun débat. Aucune publicité. Au nom du compassionnel bobo il fallait pousser à mort la constitution de crèches. Et voilà que l'administration créait une nouvelle catégorie de fonctionnaires à salaire multiplié. Le coût des

crèches publiques est désormais devenu exorbitant. Pour des raisons d'équité sociales on demande leur gratuité. Et voici comment les prélèvements augmentent massivement sans aucun débat public. Tout cela en pleine crise de la dette évidemment.

Des exemples comme celui là on en ramasse des centaines chaque année pour peu qu'on soit au contact des réalités.

Ce qui est vrai dans les régions l'est aussi à Bruxelles. On se souvient que soudain il est apparu avec bien du retard que les fonctionnaires européens s'étaient vu gratifiés d'une hausse massive de leurs émoluments, largement défiscalisés, bien entendu. Cette annonce avait conduit les politiques à faire semblant de dire non. Mais la négociation avait déjà eu lieu et semble-t-il, puisqu'on en parle plus, la hausse a été appliquée.

Pour en terminer avec le candidat Sarkozy, on voit qu'il veut continuer dans la bonne direction mais toujours avec des demi mesures. C'est insupportable pour le gros quart de la population qui vit directement de l'Etat. Il prouve qu'on ne pourra pas effectuer de façon graduelle le nécessaire réajustement entre secteur marchand et secteur non marchand. La Grèce qui s'était laissé aller aussi au développement d'un secteur non marchand délirant, associé à une économie largement "grise", se trouve obligé par la nécessité à réduire dans la douleur et souvent dans l'imbécillité sa "graisse" publique. Pourquoi dans l'imbécillité ? Parce que ce n'est pas toujours la graisse qui est touchée mais la chair. Réformer dans la panique créée par les marchés financiers est nécessairement un désastre. Il faut réduire à froid et si possible pendant les phases d'expansion : d'où la culpabilité des gouvernements qui ont bénéficié des phases de haute conjoncture internationale et qui ont fait le contraire de ce qu'ils auraient du faire (Jospin et surtout Rocard).

La candidat Hollande a choisi de conforter le moloch. On supprime la RGPP. On abandonne la règle du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux. On titularise à tout va. On recrute à nouveau massivement dans le fief socialiste de l'EDUNAT. On rassure les régions en leur promettant des ressources affectées et des responsabilités nouvelles. On ment un peu en laissant entendre qu'on stabilisera seulement la part respective des secteurs marchands et non marchands. On supprime l'allègement de charges patronales qui devait redonner un peu d'air aux entreprises du secteur marchand. Une hausse fiscale massive, voire délirante, sur les parties dynamiques et prospères du secteur marchand financera tout cela.

Tout cela est contraire à l'intérêt national bien compris de la France et se heurtera automatiquement à la question de la dette. Quelque soit la tuerie fiscale à laquelle se prépare Hollande, il est impossible de réduire l'impasse budgétaire de 25% environ chaque année depuis quarante ans en maintenant la disproportion caricaturale en France entre secteurs marchand et non marchand.

Hollande est un danseur de corde obèse qui s'arrête lors de la traversée d'un précipice en criant : je ne bouge plus. On lui crie : il faut maigrir un peu. Il ne veut pas et commence à manger le bras qui tient le balancier.

L'ennui du moment tient à l'incapacité du Français à imaginer qu'il danse sur un fil. Aucun des millions de fonctionnaires et de personnels à statut n'a perdu dans la crise. Toute la charge de la crise est sur le dos des populations qui ne peuvent plus trouver d'emplois et des vaches à lait fiscales, c'est-à-dire le haut des classes moyennes. Les fonctionnaires et les personnels à statut hurlent : "qu'on prenne l'argent des riches et qu'on continue à nous payer et plus vite que cela".

Quand la sociologie urbaine fait apparaître une classe dépendant presque totalement de la dépense publique elle vote en ayant droit pour le seigneur dont la main les nourrit en frappant les manants.

L'énarque Hollande a la prime. Il le sait. Son clientélisme est parfait : "je ne vous donnerai rien de plus. Mais je maintiendrai".

Je maintiendrai : une belle devise hollandaise !

Et le taux de prélèvement passera à plus de 46% du PIB, c'est-à-dire plus de 100% de la production marchande française résiduelle, en attendant un miracle une fois que la spoliation de l'épargne des Français aura vidé les dernières réserves.

Cette politique est suicidaire.

La seule solution est dans une économie solide et compétitive. Elle suppose des entrepreneurs, des profits, de l'emploi dans les secteurs marchands. Il faut sortir de l'urgence et cesser de manier l'assommoir sur les boucs émissaires.

Cette politique ne peut malheureusement pas être uniquement "nationale". Il faut une route pour la croissance mondiale et l'expérience a montré que ses lourds camions ne passent pas sur les passerelles en bambou et en caoutchouc des changes flottants. Mieux vaut un pont solide qui ne fait pas verser régulièrement les charges dans le vide.

Il faut que sur le pont solide des changes fixes et ajustables, dans le concert des nations, les camions aillent dans les deux sens et avec des valeurs proches. Les déséquilibres doivent être corrigés par des écluses ou des péages comme on voudra.

Malheureusement on voit que ni le monde, ni l'Europe ni la France n'ont encore compris la leçon.

Les anglo-saxons croient au dollar et aux changes flottants. Du coup Cameron se débat dans une récession qu'il a lui-même provoqué. Les Etats-Unis ne décollent pas. Leur système bancaire est en faillite virtuelle. Que la France et les autres grands débiteurs européens viennent à faire défaut, et il le sera de façon formelle. Leur persistance dans une erreur idéologique et leur aveuglement de puissance ne peut conduire qu'à une grande dépression.

L'Europe des cabris, de la Commission, des eurolâtres, est en capilotade. Mais elle persiste dans son être : vive les changes flottants ; vive les conventions qui abaissent unilatéralement toutes les frontières de l'Europe. Comme un canard à la tête coupée, la Commission court à toute jambe dans la cour sur la seule force de l'habitude tout en sachant que l'effondrement économique de la zone la remettra totalement en cause. La BCE de Draghi ne sait plus quoi faire et se démène dans l'urgence en violant toutes les règles. Que la France tombe en cessation de paiement, avec le sud de l'Europe, qu'en restera-t-il ? Son énorme bilan est totalement composé de produits "toxiques".

On voit que la France dans ses profondeurs ne veut pas bouger non plus.

Le monde, l'Europe, la France, attendent en espérant un miracle une reprise spontanée des affaires comme à chaque fois. Cinq ans déjà ! Le RU, l'Espagne, la Grèce sont en récession franche et nette. Le commerce mondial est arrêté. La panique et les changes libres et flottants rendent impossible l'ajustement des balances des paiements. Le Franc suisse est sous pression. La recherche de la précaution est partout. Mais il n'y a nulle part où se cacher et le fisc prend tout ce qu'il peut.

Quelle est la chance d'une reprise mondiale dans un tel contexte ?

Quelle est la chance d'une reprise européenne entravée par un euro flottant toujours au-delà de cours permettant aux pays de la zone d'équilibrer leurs comptes extérieurs ? Compter sur la déflation pour rééquilibrer les échanges intérieurs à la zone et les différences de compétitivité, est-ce raisonnable ?

Quelle est la chance d'une reprise française des affaires si on maintient une dépense publique supérieure à la valeur ajoutée du secteur marchand et des taux d'imposition déments ? On veut

rendre l'impôt encore plus progressif. Ce qui veut dire qu'en cas de redémarrage de la croissance le taux de prélèvements AUGMENTERA encore plus que d'habitude étouffant tout espoir de reprise durable.

Alors on entend la sinistre chanson de la politique du pire. "Ce qui doit arriver arrivera. A l'impossible personne n'est tenu. Quand nous ne pourrons plus emprunter les fonctionnaires ne seront plus payés. Il faudra bien faire quelque chose. La dépense publique devra bien être contenue et les réformes faites".

Illusion. La politique du pire est la pire des politiques.

Qu'on regarde l'histoire récente de l'Argentine. Quand il n'y a plus eu de dollars, on a créé des monnaies fantaisistes, genre "Argentino". L'épargne des Argentins qui n'avait pas fui a été ratiboisée. L'inflation a tout dévasté. Certes le Campo dans ce désastre général a retrouvé des capacités d'exportation compte tenu des cours très bas d'une monnaie fortement dévaluée. Mais l'Etat était en loque. Les expédients se sont succédés. On a fait défaut sur la dette extérieure transférant la crise vers l'Europe. Merci ! Mais le pays n'a plus de crédit. Alors il a eu recours à tous les expédients. Le plus simple était de voler les compagnies étrangères. Depuis dix ans on les ratisse. La dernière expropriation concerne le secteur pétrolier. L'Espagne ne dit pas merci. On s'est saisi des réserves de la banque centrale qui maintenant est nue comme un ver.

On nous a dit avec une fougue toute mélenchonesque : "faites comme l'Argentine". Ou "essayez Chavez". Le pire est qu'on y va tout droit. Il ne peut y avoir de fonds de sauvetage comme pour la Grèce. Quand la politique d'immobilisme figé aura échoué, les créanciers seront floués ; une monnaie dévaluée circulera achevant la ruine de l'épargne. Les réserves de la Banque de France seront mobilisées. L'ennui est qu'il n'y a pas d'actifs étrangers en France à saisir. L'Europe explosera et le monde entrera en dépression.

Le problème des Français et du reste du monde est qu'Hollande, qui a toutes les chances d'être élu, est un inconnu. On sait qu'il a l'esprit alerte, le goût des jolies femmes, un solide talent d'apparatchiks, une ambition démesurée.

Mais au fond de lui-même ? Fils d'un adepte de Tixier-Vignancourt, donc de la plus extrême droite, il s'est dédouané par un engagement socialiste sans faille. S'agit-il d'une faille familiale lourde de conséquences oiseuses ? On se souvient de Raymond Barre, fils de failli, en perpétuelle grogne et incapable de dépasser une haine rance qui imbibait de sarcasmes tous ses propos. S'agit-il d'un opportuniste intelligent et séducteur, habitué à ruser, plus léger et bordélique que véritablement sérieux ? On sait qu'à la Cour des comptes il passe pour un rigolo incapable d'un travail lourd et consciencieux.

Ceux qui l'ont connu comme dirigeant du PS ont vu une anguille capable d'embobiner, de fuir, de se dégager, de n'être jamais pris dans rien. Et une couleuvre fuyant le travail trop lourd et les dossiers trop difficiles. Aucun effort de rénovation du PS, aucune ligne claire. Monsieur nageait et surnageait avec un petit sourire faussement niais.

P'tit gros alopécien, il a accumulé les succès auprès de jolies femmes qu'il s'appête à récompenser. Pas mal non ?

Fils de notable d'extrême droite rouennais, le voici en socialiste héritier de Jaurès, Blum et Mitterrand, sans avoir perdu la fortune héritée. Sans jamais avoir travaillé. Pas mal non ?

Il va gagner pour avoir imprimé dans l'esprit public le retour de la retraite à 60 ans, la protection de la sphère publique, et l'idée que les "riches paieront".

En vérité il a dit tout, sans dire rien, tout en disant n'importe quoi.

Le Hollandisme est un don-juanisme qui ne se donne comme fin que la victoire d'une séduction passagère. En annonçant sa filiation mitterrandienne il en fait l'aveu fort clair.

Il a compris après l'effondrement de son principal concurrent socialiste que les attitudes de Matamore de son adversaire, associées aux ressentiments nés de la crise, lui permettaient de séduire la belle sans trop avoir à se forcer ni à s'engager.

La bague de fiançailles sera payée par d'autres.

Il pense savoir surnager comme pacsé de la République à force de virevoltes et de belles paroles.

La nation voit arriver un Bel-ami à tête de notaire rafraîchie et à ventre dukkanisé, l'œil astucieux et le discours enveloppant, comme le propriétaire d'une entreprise en difficulté voit s'imposer un candidat gendre incertain, pas trop scrupuleux, qui n'a jamais rien prouvé dans sa vie mais qui a des diplômes et de la jactance.

Seule certitude : cela va coûter cher. Et la faillite n'est pas impossible.